

RACE REBELLE

LUTTES DES QUARTIERS POPULAIRES
DES ANNEES 1980 A NOS JOURS

RAFIK CHEKKAT
EMMANUEL DELGADO HOCH
(DIR.)



SYLÉPSE

NOUS AVONS PARLÉ TROP CALMEMENT DE CHOSES VIOLENTES

RAFIK CHEKKAT¹

Jusqu'à aujourd'hui, la plupart des luttes de l'immigration postcoloniale et celles des quartiers populaires ont été totalement ignorées, y compris par les populations au nom desquelles elles étaient menées. Plusieurs raisons, qui se recoupent dans une large mesure, l'expliquent. Le racisme et son déni façonnent la société française, ce qui produit deux types de conséquences : les luttes de celles et ceux qui subissent les effets de ce racisme structurel seront elles-mêmes volontairement ignorées et les non-Blancs qui subissent ce racisme vont eux-mêmes minimiser les dimensions raciales de leurs luttes. Ensuite, ces luttes ont souvent lieu à des niveaux et selon des modalités que l'on reconnaît rarement comme politiques. Les « débats » au sujet du caractère justement *politique* ou non du soulèvement de l'automne 2005 l'ont montré. Mais il est difficile – voire périlleux – d'ignorer toutes les luttes. Quelques-unes font l'objet d'une certaine reconnaissance, soit parce qu'elles sont en elles-mêmes moins conflictuelles et bénéficient du soutien de certains Blancs, soit parce qu'elles ont été vite neutralisées ou récupérées au profit du discours sur la « diversité ». À tous ces facteurs – et en grande partie à cause d'eux – s'ajoute un problème de transmission de l'histoire, pourtant riche, de ces résistances, faute de canaux stables et autonomes pour l'accomplir. Tout concourt donc à ce qu'à la sujétion des colonisés hier, succède aujourd'hui l'occultation ou la fragmentation de la mémoire des luttes postcoloniales et des quartiers populaires.

Mais parce que des luttes existent aujourd'hui et portent en elles la mémoire des luttes passées, il nous est apparu important et utile de réunir des éléments de cette mémoire au sein d'un même ouvrage. Pour participer à l'écriture d'une histoire contemporaine des luttes anticoloniales. De notre histoire.

RACE REBELLE

Rebelle, on comprend bien. Mais pourquoi race ? Tout simplement parce que les races existent et que parler de racisme sans parler de race, c'est absurde. C'est comme parler de patriarcat ou de sexisme sans parler de genre. Tout cela nous semble évident. Nous savons pourtant la gêne qu'il peut y avoir à utili-

1. Contact : rafik.chekkat@yahoo.fr.

ser le terme race. Nous l'avons ressentie les premières fois que nous avons été confrontés à l'utilisation directement politique de ce mot. Mais rien n'y fait. En dépit du malaise et des réticences de celles et ceux qui nous accusent de régression, de repli, de division même, voire d'être tout bonnement des nostalgiques du 3^e Reich, la réalité sociale reste la même. Elle nous montre qu'en France le racisme existe et fait donc exister socialement les races. Pour nous, l'affaire est entendue. Nous en sommes les témoins et demandons à tout le monde de nous croire sur parole ou de se taire.

Sommes-nous outranciers? Ceux qui le pensent feraient bien de s'offusquer plutôt des outrances du racisme. Obsédés par la race? L'excès vient surtout du silence assourdissant qui règne sur ce sujet, conséquence de la chape de plomb républicaine *color blind* sous laquelle nous vivons. Alors, nous avons bien conscience qu'en parlant de la race, ce mot honni, nous venons gâcher la grande kermesse de «l'antiracisme». Notre objectif est pourtant plus ambitieux: aider à la construction d'un espace propre aux luttes des descendants d'esclaves et de colonisés et détruire le sordide édifice construit patiemment par l'universalisme abstrait de la gauche française. Cette gauche peut bien se qualifier d'extrême, nous savons que ça ne change pas grand-chose pour ce qui nous concerne. Et elle peut tout aussi bien se qualifier elle-même d'«antiraciste», nous savons que le macaron «antiraciste» qu'elle exhibe fièrement est presque toujours un obstacle à l'émergence des luttes *anti* et *post* coloniales.

Nous savons tout cela.

Ici, on n'est pas aux États-Unis, nous a-t-on dit. Oui, nous le savons bien. Nous le savons d'autant plus qu'on nous rabâche les oreilles depuis l'enfance avec le *génie français*. Ce génie que nous savons tous être mauvais, ou alors d'une incompetence criminelle. Car *l'exception française*, en laquelle les Français croient tant, n'est rien d'autre qu'une formule creuse, une coquille vide. C'est d'ailleurs là que réside le scandale. Le traitement que la France réserve à ses anciens colonisés, aux anciens esclaves et à leurs descendants, la fameuse «intégration à la française», n'est jamais appréhendé de manière substantielle – c'est-à-dire pour ce qu'il est vraiment – mais uniquement relationnelle. Le «modèle républicain» tant vanté a pathétiquement besoin d'un repoussoir pour exister. D'où l'utilisation de l'épouvantail américain sur la question raciale.

DES MOTS POUR DIRE LA RACE ET LE RACISME

«C'est bien la première fois, en vingt ans de militantisme, que quelqu'un ose me traiter de Blanche!» La phrase a de quoi surprendre. Elle est pourtant d'une banalité affligeante. C'est celle d'une militante «antiraciste» qui n'a pas supporté d'être désignée, ou selon ses termes, d'être *traitée* de blanche. Comme

s'il s'agissait là d'une insulte. Se dire ou être appelés Noirs, Arabes, Asiatiques ou musulmans, par exemple, ne pose pourtant de problème à personne. En tout cas pas aux principaux intéressés. Mais lorsque l'on dit d'un Blanc, qu'il est justement et banalement *blanc*, ça crée du désordre. Pourquoi? Parce que le Blanc se pense comme la norme et n'a pas l'habitude d'être désigné, d'être nommé par d'autres, par les Autres. Il n'a pas non plus l'habitude d'être « ethnicisé », c'est-à-dire d'être renvoyé à une appartenance de groupe, lui si confiant dans son individuation, qu'il pense d'ailleurs achevée. L'enfer communautaire, c'est les *autres*, jure-t-il.

Plus encore, le désordre vient principalement du fait qu'en nommant les Blancs, nous les renvoyons à leur statut de dominants dans l'ordre social raciste. Et de cela, ils ne veulent rien savoir. « Cachez cette couleur que je ne saurais voir. » Le mal est pourtant fait. Et le constat fort simple : est Blanc, celui qui bénéficie – en France – du *privilege blanc*. « Et les prolos blancs à Mantes-la-Jolie ou au Mirail, alors? Vous croyez que c'est tous les jours la fête, pour eux? » Même si nous n'affirmons pas cela, cette critique revient systématiquement lorsque l'on parle de *privilege blanc*. Comme il existe des Blancs qui ont le malheur d'être aussi pauvres que des Noirs ou des Arabes, alors l'argument du racisme ne tiendrait pas, selon certains. Au mieux, il serait secondaire. Ce qui est affirmé par ce type de raisonnement, c'est que l'existence de Blancs pauvres remet en cause l'idée même de privilèges, compris ici comme un ensemble de prérogatives que l'on acquiert à la naissance. Car on le sait bien, la notion de *privilege* a mauvaise presse en France. Elle renvoie immédiatement à ceux de la noblesse et du clergé sous l'Ancien Régime. Mais le *privilege blanc* dont nous parlons ici, renvoie aux avantages dont les uns bénéficient au détriment des autres. Parce que discriminations pour les uns signifie inmanquablement avantages pour les autres. Ça n'est pas très compliqué à comprendre. Pour s'en convaincre, prenons un exemple, le plus simple possible. Mettons un établissement, quel qu'il soit – restaurant, club, école, entreprise, peu importe – et admettons qu'il puisse contenir cent personnes. Si l'entrée dans l'établissement se fait sans discrimination d'aucune sorte, alors celui-ci devrait *théoriquement* accueillir *grosso modo* soixante-dix Blancs et une trentaine de non-Blancs. Mais si une sélection raciste se fait à l'entrée de l'établissement et qu'aucun non-Blanc n'y est admis, alors c'est une trentaine de Blancs qui n'auraient pas dû entrer dans l'établissement qui va pouvoir y accéder. À travers cet exemple – assez risible, c'est vrai, mais ce qui l'est moins, c'est de devoir faire preuve de tant de « pédagogie » pour faire admettre l'évidence –, on voit bien que les Blancs, d'une manière générale, bénéficient de la distance sociale créée par le racisme. Ces Blancs-là sont-ils tous des racistes convaincus? Nous n'en savons rien et à vrai dire, on s'en moque un

peu. Tout ce que nous voyons, c'est qu'ils profitent de notre exclusion et que cela n'a pas l'air de les gêner plus que ça. Alors leur *mal-être*...

Le privilège blanc ne peut donc être appréhendé que de manière relationnelle, c'est-à-dire en comparaison avec les discriminations racistes que subissent les non-Blancs. Ces derniers sont appelés ainsi car ce sont ceux qui justement ne bénéficient pas du privilège blanc. Se définir en négatif peut sembler à certains insatisfaisant, et « il y a toujours du ressentiment dans une réaction », écrivait Frantz Fanon². Le problème de l'expression « non-Blanc » est donc qu'elle garde le Blanc pour référence. C'est pourtant la manière la plus directe et immédiatement compréhensible de montrer que la structure des privilèges est déterminée par la suprématie blanche. C'est aussi prendre à la lettre la prétention des Blancs à être la norme.

Nous l'avons dit, le racisme et son déni, c'est-à-dire son invisibilisation, structurent en profondeur la société française. On comprend, dès lors, que tout soit fait pour que le privilège blanc soit lui-même rendu invisible. Un moyen bien pratique de rendre invisible ce privilège a pu consister d'ailleurs à le confondre avec la notion d'« aristocratie ouvrière ». Par cette notion, on entend désigner les ponctions qui sont opérées sur les pays pauvres (par le biais de la dette, des termes de l'échange inégaux, de l'évasion fiscale, etc.) et dont profiteraient les classes ouvrières des pays riches, ce qui expliquerait leur réformisme. En confondant les notions d'aristocratie ouvrière et de privilège blanc, puis en affirmant l'inexistence de cette aristocratie, certains concluent du même coup à l'inexistence du privilège blanc. Pratique, mais malhonnête. Car sans définir un antagonisme ou des intérêts économiques contradictoires, le privilège renvoie plutôt à l'idée d'un *communautarisme majoritaire* ou d'une solidarité spontanée entre Blancs. Cela entraîne une mobilité plus grande pour les Blancs sur le marché du travail, ainsi qu'une allocation du travail qui leur est plus favorable.

Le racisme fait que Blancs et non-Blancs se trouvent dans un rapport d'inégalité en matière de travail, y compris et surtout en période de crise économique. Et ce, malgré la division raciale du travail. Car avec la montée du chômage à partir des années 1970 et la mise en place de politiques libérales à compter des années 1980 par les différents gouvernements qui se sont succédé, les immigrés coloniaux et leurs descendants ont été touchés de plein fouet par les restructurations économiques. Nombre d'usines qui ont fermé étaient celles qui fournissaient aux quartiers populaires l'essentiel de leurs emplois. Les populations de ces quartiers ont été d'autant plus touchées qu'elles n'avaient pas la même liberté de se déplacer vers les nouveaux bassins d'emplois (quand ceux-ci existaient), à cause de leur difficulté à entrer sur le marché du logement.

2. Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Gallimard, 1971, p. 180.

Bref, tout contribue à ce que les populations immigrées des quartiers populaires soient les plus précarisées. Pour autant, réduire cette question du privilège blanc au seul domaine du travail – aussi important soit-il – relève d’une vision, disons, ouvriériste. Surtout par temps de chômage de masse. Car l’oppression raciale vécue des non-Blancs détermine leurs conditions mêmes d’existence, leur rapport au monde et principalement à la politique.

COMMENT EXISTER POLITIQUEMENT DE MANIÈRE AUTONOME ?

Difficile d’écrire sur les luttes de l’immigration et des quartiers populaires sans puiser dans l’œuvre imposante que nous laisse Abdelmalek Sayad. parce qu’il a toujours insisté sur la nécessité de ne pas séparer « émigration » et « immigration », qui sont « deux faces indissociables d’une même réalité³ », parce qu’il s’est aussi interrogé, à travers sa formule, malheureusement usée jusqu’à la corde à force d’être inconsidérément reprise, selon laquelle « exister, c’est exister politiquement », sur le fait de savoir si l’exclusion politique dont sont victimes les immigrés coloniaux et leurs enfants n’était pas au fondement même de cet ordre politique. Abdelmalek Sayad en arrivait à la conclusion que « la défense des immigrés, l’amélioration de leur condition, leur promotion sur tous les plans ne peuvent plus être assurées aujourd’hui que si elles se situent délibérément et ouvertement dans le champ politique, que si les immigrés eux-mêmes et, surtout, leurs enfants s’y engagent directement et engagent leur action dans la sphère politique⁴. » Poser la nécessité d’exister politiquement est fondamental, mais ne nous dit pas *comment* exister dans le « champ politique ».

Ainsi, au-delà de la figure incontournable d’Abdelmalek Sayad, d’autres ont poursuivi le travail en essayant de dresser une cartographie des luttes indigènes. Ces continuateurs ont appris, souvent à leurs dépens, que parler de race a en France un coût, et que celui-ci est exorbitant. Nous pensons ici tout naturellement à Sadri Khiari, dont les ouvrages nous semblent indispensables pour quiconque veut se saisir pleinement de la question raciale aujourd’hui⁵. C’est à lui que nous devons la notion de « champ politique blanc », que d’aucuns estiment être une importation « problématique » de « concepts politiques afro-américains⁶ ». Encore l’épouvantail américain ! Pourtant, sans pousser l’indécence

3. Abdelmalek Sayad, *La double absence. Des illusions de l’émigré aux souffrances de l’immigré*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 15.

4. Abdelmalek Sayad, *L’immigration ou les paradoxes de l’altérité, Les enfants illégitimes*, Paris, Raisons d’Agir, 2006, p. 16.

5. Sadri Khiari, *Pour une politique de la racaille : Immigré·es, indigènes et jeunes de banlieues*, Paris, Textuel, 2006 ; et *La contre-révolution coloniale en France. De de Gaulle à Sarkozy*, Paris, La Fabrique, 2009.

6. Abdellali Hajjat, « Révolte des quartiers populaires, crises du militantisme et postcolonialisme », in Ahmed Boubeker & Abdellali Hajjat (coord.), *Histoire politique des immigrations (post)coloniales*, Paris, Amsterdam, 2008, p. 259.

jusqu'à examiner la composition raciale de l'Assemblée nationale, la sous-représentation des non-Blancs dans les partis politiques – tous, sans exception – est là pour nous montrer que le racisme systémique joue à plein dans le « champ politique ». Ce qui n'était formulé jusqu'ici que comme une intuition par Abdelmalek Sayad, revêt les traits d'une triste certitude : l'exclusion politique dont sont victimes les non-Blancs est au fondement de ce « champ politique ». Et si, par extension, on peut considérer que l'exclusion dont sont victimes les non-Blancs est au fondement même de l'ordre social, on doit en conclure que l'oppression coloniale et les luttes contre cette oppression sont centrales dans l'histoire moderne de l'Europe et dans celle de la France, en particulier. Poser la centralité du racisme et des luttes qu'il engendre contre lui implique dès lors de rompre avec toutes les postures visant à quémander un strapontin dans les gradins de la soi-disant « histoire nationale ».

Et si, par extension, on peut considérer que l'exclusion dont sont victimes les non-Blancs est au fondement même de l'ordre social, on doit en conclure que l'oppression coloniale et les luttes contre cette oppression sont centrales dans l'histoire moderne de l'Europe et en particulier dans celle de la France. Poser la centralité du racisme et des luttes qu'il engendre contre lui implique dès lors de rompre avec toutes les postures visant à quémander un strapontin dans les gradins de la soi-disant « histoire nationale ».

PERSISTANCES ET CONTINUITÉS COLONIALES

Sans même aller jusqu'à parler de postcolonialité, la France demeure un État colonial. Voilà un fait que les observateurs étrangers ne manquent jamais de relever et qui reste ici totalement tabou. On a donc tort de parler de manière irréfléchie du *passé colonial* de la France puisqu'on oublie totalement que les Antilles, la Guyane, la Réunion, Mayotte et la Nouvelle-Calédonie (pour ne citer que les territoires les plus peuplés) demeurent aujourd'hui encore des colonies. Des colonies, et non pas des DOM ou des TOM, appellations qui servent la propagande du « rattachement naturel à la France ». L'outre-mer, c'est la colonie. Parler du passé colonial de la France, c'est donc oublier que sur ces colonies, des indigènes poursuivent le combat indépendantiste. Et il en sera ainsi aussi longtemps que ces pays seront dominés, tout simplement parce que la colonisation ne devient irréversible que si et seulement si l'un des deux éléments de la contradiction colonisateur-colonisé est éliminé. Tant qu'il y aura, par exemple, des Guadeloupéens et des Martiniquais, il y aura des résistances à l'ordre colonial blanc en Guadeloupe et en Martinique. Souligner, dès lors, que les « diatribes contre le colonialisme » aujourd'hui, « ne gênent plus grand

monde⁷», c'est escamoter totalement ces résistances. C'est aussi mésestimer la puissance de la réaction coloniale. Demandez donc aux membres du LKP et aux militants de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), par exemple, si dénoncer le racisme et la colonisation « ne gêne plus grand monde », eux qui ont subi d'incessantes pressions, certains militants faisant même l'objet de poursuites ouvertes par le parquet pour « incitation à la haine raciale ». Tout ça parce qu'ils ont eu le tort de rappeler aux Blancs que la Guadeloupe est une colonie.

Pourtant, quand certains bulletins météo sur les chaînes françaises nous donnent les températures qu'il fera à Pointe-à-Pitre ou à Saint-Denis de la Réunion, rares sont ceux qui relèvent que c'est le colonialisme qui est exhibé. Le déni colonial fonctionne ainsi à plein pour ces territoires situés à des milliers de kilomètres de France. Ce déni colonial fonctionne tout autant pour ce qui concerne les descendants d'esclaves et de colonisés qui vivent aujourd'hui en France. Car la décolonisation n'a pas mis fin au colonialisme des États d'Europe. La France actuelle est fille aînée de la colonisation. Si elle devait avoir un ADN, il serait à coup sûr colonial. À bien des égards, le sort des Algériens, Sénégalais ou Vietnamiens qui, hier, vivaient colonisés dans ces pays n'est pas très différent de celui de ces Algériens, Sénégalais ou Vietnamiens qui vivent ici, aujourd'hui. Dans les deux cas, cohabitent sur le même territoire des groupes « ethnici-sés » en situation inégalitaire. Dans les deux cas, les discriminations racistes sont constitutives de la structure sociale. « Quand on aperçoit dans son immédiateté le contexte colonial, écrivait Frantz Fanon, il est patent que ce qui morcelle le monde, c'est d'abord le fait d'appartenir ou non à telle ou telle espèce, à telle race⁸. » C'est précisément en cela que nous parlons de continuité coloniale.

CHAQUE LUTTE PORTE EN ELLE LA MÉMOIRE D'UNE AUTRE LUTTE

Les résistances à l'ordre colonial sont aussi vieilles que le colonialisme même. Pourquoi alors ne prendre en compte que les luttes survenues à compter des années 1980 ? Le choix est arbitraire. Comme tout découpage historique, il comporte quelque chose d'artificiel. Mais le choix de la décennie 1980 peut aussi se justifier. Car à contre-courant d'une certaine historiographie, qui voudrait y voir une décennie noire du point de vue militant, celle-ci marque un tournant en ce qui nous concerne. Personne, pourtant, ne peut nier la contre-offensive libérale qui a eu lieu à ce moment-là. Seulement voilà, la rhétorique du reflux militant, en plus de ne reconnaître comme *politiques* que les seules formes « organisées » de résistance, traduit une polarisation excessive sur les organisations gauchistes et de gauche des années 1970. Cette polarisation occulte tota-

7. Ahmed Boubeker & Abdellali Hajjat, *op. cit.*, p. 259.

8. Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Alger, ENAG, 2011, p. 29.

lement toutes les luttes qui ont eu lieu autour des prisons, des squats ou encore des « Forums Justice ». Pour les luttes des non-Blancs, ce qui s'opère à partir des années 1980, c'est la déconnexion entre les conditions de travailleur et d'immigré. Ces derniers sont là depuis des décennies maintenant, et ont eu des enfants, qui eux, sont Français et ne veulent plus être réduits au même statut que celui de leurs parents. C'est donc en cela que les luttes menées à compter des années 1980 annoncent une étape nouvelle dans les luttes postcoloniales.

« Le 15 octobre 1983, une Marche pour l'Égalité et contre le racisme partit de Marseille pour rallier Paris. Pour nous, cet événement fut si fort, il nous apporta tant que nous en avons un peu fait, mais de manière non dite, notre An Zéro⁹. » Ces mots sont ceux de Bouzid, qui a relaté son expérience de marcheur et exprimé le sentiment de toute une génération de militants¹⁰ sur le cycle nouveau que venait d'ouvrir la *Marche*. Ce cycle se traduit également au travers des révoltes dans les quartiers tout au long des années 1980, le plus souvent après des crimes racistes. C'est cette idée de nouveauté qu'exprime aussi, à sa manière, Abdelmalek Sayad, pour qui « L'irruption sur la scène publique, donc sur la scène politique, de la jeunesse de l'immigration, [...] constituer[a], à n'en pas douter, le fait essentiel de cette décennie, l'avant-dernière du siècle. Cela marque une rupture¹¹. » La rupture n'est pourtant pas si radicale qu'on voudrait la présenter. Si l'absence de continuités mémorielle et politique veut que chaque nouvelle génération de militants indigènes ait l'impression de devoir tout (ré)inventer, nous rappellerons simplement que nous ne repartons jamais de zéro. Que chaque lutte porte en elle la mémoire d'une autre lutte, en même temps qu'elle en appelle d'autres. C'est le « rendez-vous tacite entre les générations passées et la nôtre » dont parlait Walter Benjamin et qui fait que toute rupture n'est jamais que relative. Cette nouvelle génération militante n'est pas une génération spontanée. Elle s'inscrit à la fois dans le cycle des luttes menées par leurs aînés en même temps qu'elle se pose en rupture avec lui. Ce que les marcheurs réclamaient, par exemple, c'est d'exister non plus en tant qu'immigrés, non plus en tant que travailleurs, mais d'exister sans devoir se justifier, en soi, en toute légitimité. Leur message était simple : nous sommes là et réclavons l'égalité des droits. Pour d'autres, c'est-à-dire pour tous ceux qui se sont révoltés dans les quartiers, cette revendication n'était franchement pas prioritaire, quand ils ne la jugeaient pas purement et simplement contre-productive. Pour eux, il

9. Bouzid *La Marche. Traversée de la France profonde.*, Paris, Sindbad, 1984.

10. Par militants, nous ne désignons pas seulement les personnes investies dans des « organisations », mais aussi toutes celles et ceux décidés à combattre l'ordre sécuritaire-raciste français. Il en va tout autant, on l'aura compris, pour les termes de « luttes » et de « résistances ».

11. Abdelmalek Sayad, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité, Les enfants illégitimes, op. cit.*, p. 19.

s'agissait de résister par tous les moyens à l'oppression quotidienne, au besoin en attaquant directement.

Cette simplicité du message des marcheurs constituait à n'en pas douter un atout précieux pour leur initiative et celles qui s'en sont inspirées. Elle annonçait aussi les limites évidentes de ce type de mobilisation. La clarté des mots d'ordre a permis de rassembler largement, sans tomber dans les calculs d'un « agenda politique » qui n'était assurément pas celui des marcheurs. Certains, parmi ces derniers, percevaient toutefois les limites d'une démarche consistant à réclamer l'égalité des droits, alors même que des Arabes continuaient d'être abattus un peu partout en France. « Nous parlons trop calmement d'une chose très violente » affirmait ainsi Bouzid, dans ses moments de doute sur le mode opératoire de la Marche. Et c'est bien parce que nous avons parlé trop calmement de choses violentes que nous sommes aujourd'hui prémunis contre la nécessité de présenter nos luttes comme responsables et compatibles avec les soi-disant *enjeux politiques* « nationaux ».

« En vérité, la société blanche ne mérite guère qu'on la rassure, même si nous pouvions le faire », déclaraient avec lucidité Stokely Carmichael et Charles V. Hamilton.

C'est pourquoi, RACE REBELLE !